

EDWARD S. HERMAN ET DAVID PETERSON, *Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres*, Montréal, Lux éditeur, 2012, 184 pages

Robin Philpot

Volume 6, numéro 3, été 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66800ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Philpot, R. (2012). Compte rendu de [EDWARD S. HERMAN ET DAVID PETERSON, *Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres*, Montréal, Lux éditeur, 2012, 184 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 6(3), 17–17.

suite de la page 16

coises en ce qui concerne les droits des citoyens d'origine japonaise, souligne Robinson. En 1946, malgré la fin du conflit, des extrémistes comme le ministre fédéral de la Justice (et futur premier ministre) Louis St-Laurent, l'avocat de Québec Aimé Geoffrion, le juge en chef de la Cour suprême Thibaudeau Rinfret et son successeur Robert Taschereau se faisaient les protagonistes de la déportation au Japon de milliers de personnes d'origine japonaise, sans égard au fait qu'elles détenaient la citoyenneté canadienne² par naturalisation, ou même par naissance si « l'intérêt national » le commandait. St-Laurent disait craindre qu'en les gardant au Canada on n'expose le gouvernement à des pressions pour « donner aux Canadiens japonais les mêmes droits qu'à la population blanche ». Voilà pour les appréhensions du ministre de la Justice ! Mais d'autres Québécois voyaient les choses autrement, estimant qu'une atteinte aux droits politiques d'une minorité est une menace contre les droits politiques de tous. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal forma donc avec le Congrès juif canadien et le YMCA, un Comité pour la défense de la citoyenneté

² À l'instar de l'auteur, nous employons l'expression « citoyenneté canadienne » pour simplifier ; en fait, ce statut n'existait pas à l'époque ; celui de « sujet britannique résidant au Canada » en tenait lieu.

EDWARD S. HERMAN ET DAVID PETERSON GÉNOCIDE ET PROPAGANDE. L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DES MASSACRES

Montréal, Lux éditeur, 2012, 184 pages

On connaît Ed Herman comme co-auteur de l'inégalable *La fabrication du consentement*, livre phare qu'il a signé avec Noam Chomsky. Moins connu que ce dernier, mais tout aussi rigoureux, mordant et pénétrant, Ed Herman s'est associé avec David Peterson, journaliste d'enquête indépendant de Chicago, pour prendre à bras-le-corps la question de l'instrumentalisation des massacres par les grandes puissances, et surtout les États-Unis, comme moyen de faire avancer leurs intérêts. Qui parle de massacres depuis 1990, doit parler également du mot massue, « génocide ». Loin de s'esquiver, les auteurs ont choisi de mettre ce mot dans le titre même du livre, *Génocide et propagande*. (*The Politics of Genocide*, dans sa version originale.)

Au sujet de l'utilisation de ce mot dans le discours politique, Noam Chomsky, dans son avant-propos, est catégorique : « Quant au terme "génocide", le choix le plus honorable serait sans doute de l'expurger de notre vocabulaire jusqu'à ce que, si ça arrive un jour, l'honnêteté et l'intégrité soient en mesure de devenir une "norme émergente". » Aussi, il précise que c'est surtout depuis la fin de la guerre froide (1990) que l'on est entré dans une ère littéralement négationniste du fait d'utiliser ce mot à tort et à travers de sorte que cela devienne une « offense à la mémoire des victimes du nazisme. »

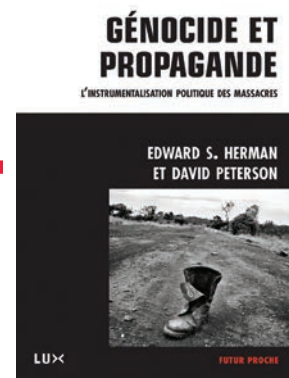
Herman et Peterson analyse méthodiquement les grands conflits qui ont marqué les dernières décennies. Leur grille d'analyse comprend notamment une étude serrée de la façon dont on parle des massacres et des morts dans chaque conflit, mais aussi une étude des faits. Parmi les guerres ou conflits étudiés, signalons la première guerre du Golfe ainsi que l'invasion/occupation de l'Irak, la guerre dans l'ex-Yougoslavie (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Croatie), le Rwanda et la République démocratique du Congo, le Soudan (Darfour), Israël/Palestine, l'Afghanistan, l'Indonésie et le Timor-Oriental, le Salvador et le Guatemala et d'autres. À partir de ces études, les auteurs les classent par la façon dont on les traite : génocides constructifs, génocides néfastes, massacres bénins et bains de sang mythiques.

Aussi, leur conclusion est implacable :

Lorsque nous commettons nous-mêmes des exactions de masse, ces atrocités sont *constructives*, nos victimes, *indignes d'intérêt*, ne méritent ni attention ni indignation, et ce n'est jamais un génocide qu'elles subissent de notre part — comme ces sous-hommes irakiens, qui sont morts dans des proportions si grotesques au cours des deux dernières décennies. En revanche, dès lors que des exactions sont commises par l'un de nos ennemis ou par l'un des pays que nous visons à attaquer ou à déstabiliser, alors

canadienne afin de contrer une politique de déportation « dangereuse et attaquant les droits des minorités ». Les efforts du Comité, et d'autres intervenants au Canada, portèrent fruit. En juin 1948, les citoyens d'origine japonaise obtenaient le droit de vote aux élections fédérales puis, en 1949, à celles de la Colombie-Britannique. Il faut dire que les préjugés racistes, associés qu'ils étaient aux horreurs des Nazis vaincus, perdaient de leur popularité,

En 1961, pourtant, St-Laurent n'avait pas changé : dans une entrevue télévisée, rapporte Robinson, il défendit les déportations de masse, affirmant que le Canada ne pouvait faire confiance aux personnes d'origine japonaise, vu leur race. « La voix du sang, disait-il, est la plus forte ». Son successeur Pierre Elliot Trudeau, qui devait invoquer contre les nationalistes québécois la Loi des mesures de guerre utilisée une première fois contre les Canadiens d'origine japonaise, s'opposait obstinément pour sa part à toute idée d'indemniser ces derniers. Robinson rappelle que c'est le gouvernement Mulroney et son ministre Lucien Bouchard qui menèrent à terme ce projet d'indemnisation, assorti d'excuses. ❖



c'est tout le contraire. Là, les atrocités sont alors *néfastes* et les victimes, *dignes d'intérêt*, méritent toute notre attention, toute notre compassion, de grandes démonstrations de solidarité et de vibrants appels à des poursuites et des sanctions.

Les auteurs révèlent un deux poids, deux mesures terriblement injuste dans le traitement de guerres et de conflits aussi bien par les médias que les pouvoirs politiques des grandes puissances. L'exemple du Darfour au Soudan saute aux yeux. Sur un tableau, ils démontrent que le terme de « génocide » a été utilisé 90 fois plus fréquemment dans la presse pour décrire l'attitude de Khartoum au Darfour, qui se trouve dans le même pays, que pour décrire celle des États-Unis en Irak. Or, l'Irak était un pays souverain annexé lors d'une guerre d'agression qui a fait trois fois plus de morts qu'il n'y a eu au Darfour dans la même période, soit de 2003-2009.

Herman et Peterson n'hésitent pas non plus à aborder l'un des sujets les plus difficiles, soit celui de la tragédie rwandaise et celle du Congo, qui en était une conséquence directe. Insistant sur le fait que les médias et les ONG marchent à l'unisson avec les pouvoirs politiques, ils soulignent également que les nouvelles institutions judiciaires internationales, dont la Cour pénale internationale (CPI), sont du même acabit. Alors qu'on se gargarise des expressions comme la « fin de l'impunité », ils notent que « par un prodigieux concours de circonstances, en fait de "fin d'impunité", il s'avère que les 14 chefs d'inculpation lancés par la CPI vers l'été 2009 visaient exclusivement des ressortissants de trois pays d'Afrique noire ». Mais en même temps, ils épargnaient le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, et celui du Rwanda, Paul Kagame, « sans doute le tandem d'assassins le plus épouvantablement prolifique qui sévisse actuellement sur le continent africain, mais clients très prisés du monde occidental. »

L'édition française de ce livre contient une nouvelle préface des auteurs portant notamment sur la Libye. Dominique Arias, un ami d'Ed Herman, s'est chargé admirablement de la traduction. Lux Éditeur mérite toutes nos félicitations pour avoir rendu disponible au Québec et dans l'ensemble de la Francophonie ce livre important dont le rabbin engagé Norman Solomon a dit qu'il est « condamné à être un brutal classique ».

Robin Philpot